

Médias et disparités géographiques en Afrique subsaharienne

par André-Jean TUDESQ*

La mondialisation et la déterritorialisation de l'information que rendent possibles les médias électroniques et Internet, ont renforcé le mythe du village global. Or la mondialisation par sa confrontation instantanée de réalités éloignées les unes des autres, rend plus sensibles les disparités et les inégalités entre les continents et plus encore au sein des continents. Elle fait prendre conscience d'une fracture géographique autant que sociale.

Au sein de l'Afrique subsaharienne, une aggravation des inégalités se produit doublement entre les États et au sein des États ; les facteurs de ces inégalités sont de différentes natures, politiques, économiques, culturelles et parfois historiques, les résultats s'inscrivent dans des réalités géographiques. C'est cette fracture géographique, dans le cadre de l'Afrique subsaharienne, que nous voudrions présenter dans le domaine des médias, de leur production et de leur usage. Il y a là un domaine de recherches susceptible d'intéresser les chercheurs en géographie aussi bien qu'en sciences de l'information et de la communication ou en ethnologie. Après avoir esquissé l'inégale densité des médias, presse, radio, télévision, nous montrerons l'aggravation de différences avant d'envisager la fracture numérique constituée par Internet au niveau géographique.

1. MÉDIAS ET FRACTURE GÉOGRAPHIQUE

Les situations évoluent rapidement ; l'état des médias¹ que nous dressons est celui du tout début du XXI^e siècle.

A. La presse écrite

Malgré son antériorité qui la fait remonter au début du XIX^e siècle dans l'Afrique anglophone, la presse a une diffusion restreinte dans la plupart des États africains. En dépit de l'explosion des années 1990 dans l'Afrique francophone qui a vu naître (et souvent disparaître) des dizaines de journaux, imposant de fait puis de droit, la fin du monopole gouvernemental, la presse quotidienne surtout n'y atteint pas les niveaux de développement, ni les tirages de plusieurs pays anglophones (Afrique du Sud, Kenya, Nigeria...). Sa répartition, tant des titres édités que du lectorat, fait ressortir trois caractères principaux.

1. La forte densité dans les capitales

Même dans les pays où le gouvernement la contrôle encore étroitement, une presse indépendante existe dans la capitale, au Tchad avec *N'Djamena Hebdo*, au Zimbabwe. Les plus forts tirages se trouvent à Johannesburg où *Sowetan* et *City press* tirent à près de 200 000 exemplaires et le *Sunday Times* à plus de 500 000 ; à Nairobi

* Professeur émérite, Centre d'Étude des Médias, MSHA, Esplanade des Antilles, PESSAC

¹ On trouvera en bibliographie les références de nos ouvrages sur les médias en Afrique. Nous avons actualisé les données par des sites d'Internet, notamment ceux de l'Institut Panos, d'AllAfrica, Afrik.Com, de l'Université de Stanford.

où le *Daily Nation* qui tirait à 200 000 dans les années 1990 reste le quotidien le plus lu avec 175 000 exemplaires ; à Lagos où le *Daily Times* tira jusqu'à 400 000.

Le pluralisme de la presse est développé dans plusieurs capitales ou villes principales francophones ; les quotidiens sont nombreux à Dakar, à Abidjan (une douzaine), à Ouagadougou, à Cotonou, mais rares sont les tirages qui atteignent 50 000 exemplaires comme *Fraternité-Matin* à Abidjan. Une presse surtout hebdomadaire est présente à Yaoundé, Douala, Niamey, Antananarivo qui connaît aussi plusieurs quotidiens. Des quotidiens gouvernementaux comme *Le Soleil* à Dakar ou *Cameroon Tribune* ont vu leur diffusion sensiblement baisser face à la presse privée. Lorsque la presse est trop contrôlée, les journaux opposants disparaissent, mais la presse étrangère est très présente, comme à Libreville.

2. La presse des autres villes existe très inégalement

La presse est présente dans plusieurs villes d'Afrique du Sud ; Pretoria, le siège du gouvernement, a deux quotidiens, Le Cap en a 3 et publie un magazine en afrikaans *Huisgenoot*, qui tire à 430 000 après avoir atteint plus de 500 000 ; Durban a trois quotidiens et publie le principal journal en langue africaine, un bi-hebdomadaire en zoulou et xhosa, *Ilanga*, qui diffuse plus de 110 000 exemplaires. On trouve des hebdomadaires ou des journaux paraissant deux fois par semaine dans 117 villes. C'est aussi le cas mais bien plus limité au Kenya et au Nigeria où la structure fédérale permet une presse diversifiée dans plusieurs capitales d'État : Ibadan, Enugu, Port Harcourt, Benin City au sud, Kaduna et Kano au nord. En Afrique francophone elle est peu présente en dehors des capitales sauf au Cameroun où, en plus de Douala et de Yaoundé, des hebdomadaires sont publiés à Bafoussam, et dans la partie anglophone à Victoria, Bamenda, Murengene.

3. Une très inégale répartition de la presse en milieu rural

C'est en rapport avec l'inégal développement de la presse en langue africaine. Là aussi la zone anglophone connaît davantage de journaux en langue africaine. Le swahili répandu en Afrique de l'Est est utilisé par de nombreux journaux au Kenya et en Tanzanie. En Afrique du Sud, *Ilanga*, un bi-hebdomadaire en zoulou et en xhosa tire à 116 000 exemplaires.

Bien que majoritaires dans de nombreux pays, les ruraux sont peu touchés par la presse écrite à

l'exception de quelques pays. Il existe deux types de presse rurale africaine ; des journaux sont publiés dans des capitales à destination des ruraux, parfois avec l'aide de l'État ou des Églises ; une presse rurale, parfois de simples pages ronéotypées est réalisée dans les régions rurales, par des organisations paysannes ou avec l'aide d'ONG. *Le Courrier du Monde rural* est ainsi un trimestriel du Cameroun diffusé par des organisations paysannes à 4 000 exemplaires, de même *Planta Info*, *l'Aigle de Songai*, *À l'affût paysan* ; au Burkina Faso, *Bang-Kunya* (Le messager du savoir) parla longuement de l'assassinat du journaliste Norbert Zongo. Au Sénégal, il existait en 1997, quelque 30 petits journaux en langue africaine, principalement en pulaar et en wolof.

Les journaux en langue africaine sont souvent très surveillés ; le gouvernement de Tanzanie a interdit en juillet 2001 sept hebdomadaires en swahili et suspendu trois magazines sous le prétexte de photos indécentes présentant des femmes à demi nues desservant la campagne menée contre le sida.

B. La télévision

C'est le média le plus citoyen, tant par ses implantations et ses contenus que par ses publics. Elle commence même à concurrencer la radio dans quelques grandes villes comme Abidjan ou Kinshasa. Seule l'Afrique du Sud présente une vraie pluralité, télévision publique et télévision privée, gratuite et payante avec une chaîne *M-Net* implantée dans d'autres pays africains.

Quelques pays (anglophones) ont télévision publique et télévision privée africaine, avec des productions africaines, le Kenya avec la télévision du groupe Nation, la Tanzanie avec le groupe IPP, le Nigeria.

Dans les pays francophones, la télévision publique est dominante, la télévision privée s'appuie sur une participation étrangère avec Canal Horizon présent au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon.

Le MMDS qui permet de capter la télévision par satellite à moindre prix, accentue l'importation de télévisions étrangères.

Le magnétoscope et la vidéo sont développés dans les capitales et leur possession assoit l'importance de ceux qui les possèdent.

C. La radio

Média le plus répandu, le seul mass média véritablement, la radio n'est plus un monopole gouvernemental que dans deux ou trois pays (Zimbab-

we, Rwanda, Guinée), toujours contournable par les radios internationales en ondes courtes et même maintenant par Internet.

Quatre types de radios sont plus ou moins reçues selon les lieux :

- les **radios publiques** sont en concurrence dans presque tous les pays avec des radios privées et des radios internationales en FM dans les grandes villes et, dans les zones intérieures, avec des radios locales ou rurales (notamment au Mali, au Niger, à Madagascar, en Ouganda). Mais elles disposent des ondes moyennes et de la modulation d'amplitude qui leur permet d'être entendues dans presque tout le pays dans la plupart des États. Elles profitent d'auditoires captifs, qu'elles soient les seules à avoir le droit d'émettre en langues locales africaines (Kenya, Tanzanie), ou qu'elles puissent, seules, diffuser des informations (Cameroun, Togo) ;

- les **radios privées commerciales**. Elles sont de plusieurs types, souvent en relation avec d'autres activités. Dans plusieurs pays, elles se rattachent à des groupes multimédias ; c'est le cas au Sénégal de *Sud Radio* du groupe Sud, de *Wal Fadji*, liée à un quotidien de Dakar, de *Golf FM* au Bénin issue de la *Gazette du Golfe*, de *Nation FM* à Nairobi, de *Radio One* en Tanzanie. D'autres radios commerciales accordent aussi une grande place à l'information comme en Ouganda, au Gabon, à Kinshasa avec *Réveil FM*. Des radios commerciales diffusent surtout du divertissement comme *Horizon FM* au Burkina qui dispose de tout un réseau ;

- les **autres radios privées**, associatives, communautaires ou religieuses sont des radios locales ou rurales, mais il y a aussi des radios locales publiques (Burkina Faso, Guinée). Les radios rurales et communautaires sont très nombreuses au Mali. Dans d'autres pays ce sont les radios religieuses qui jouent un rôle important ; la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Togo n'avaient commencé à admettre que des radios religieuses comme radios privées. Elles sont influentes aussi au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Congo RD, s'appuyant souvent sur des réseaux et des organisations internationales ;

- les **radios internationales** depuis longtemps diffusées en ondes courtes, depuis quelques années ont reçu des licences de plusieurs États pour diffuser en FM dans les capitales puis dans d'autres villes africaines. C'est surtout le cas de *RFI* et de la *BBC*. Dans certains pays — et c'est aussi le cas de *VOA* et de la *Deutsche Welle* —, des radios privées locales diffusent des émissions de ces radios. La *BBC*, en octobre 2001, a établi un partenariat avec *Radio Dunya* au Sénégal qui lui per-

met de diffuser plusieurs émissions dans les villes de l'intérieur, comme Kaolack, Richard Toll ou Louga.

II - L'AGGRAVATION DES DIFFÉRENCES

Elle n'est pas particulière au domaine des médias mais correspond aux caractères généraux des sociétés africaines. Les disparités géographiques se présentent sous deux aspects : entre citadins et ruraux et entre États.

A. Entre citadins et ruraux

Nous l'avons déjà évoqué en présentant l'inégale répartition des médias. S'y ajoute l'inégalité entre petites et grandes villes et aussi entre ruraux. L'inégalité dans les infrastructures conditionne les inégalités entre citadins et ruraux dans les domaines de l'électrification et des télécommunications, dans les équipements en vidéo et en matériel informatique. Le ministre des Communications du Nigeria, en octobre 2001, constatait que 80 % des services de télécommunications étaient dans les villes, alors que 80 % de la population est rurale.

L'inégalité existe aussi dans la distribution de la presse, même si elle est mieux assurée dans des pays anglophones comme le Kenya ou si elle s'améliore en Côte d'Ivoire ou au Sénégal. De plus l'usage prépondérant des langues internationales limite la diffusion des journaux chez les ruraux, sauf dans quelques pays où l'alphabétisation et une presse en langue africaine sont développées comme la Tanzanie ou le Kenya. C'est dans la pratique de la radio que l'écart est moindre entre citadins et ruraux. Pour ces derniers, même s'ils sont moins usagers, la radio est d'autant plus importante qu'elle est souvent le seul média qui leur est accessible. Une enquête au Kenya, en décembre 1995, montre une écoute de la radio au cours de la semaine un peu plus élevée dans les villes (86 %) que chez les ruraux (74 %), avec des écarts sensibles, entre les villes (55 % des citadins dans l'Ouest, 94 % chez ceux de la Côte), mais surtout les ruraux écoutaient principalement la chaîne en swahili, alors qu'à Nairobi 69 % l'écoutent, mais aussi 42 % suivent la chaîne en anglais.

Les écarts sont plus grands pour la télévision : 72 % l'ont regardée la veille de l'enquête chez les citadins (78 % à Nairobi, 56 % chez les citadins du Nyanza), contre 60 % des ruraux (33 % du Nyanza, 75 % à l'Ouest). Mêmes écarts pour la presse : les articles de journaux sont importants pour 50 % à Nairobi, seulement pour 25 % chez les citadins de la Rift Valley.

B. Les écarts entre les pays

Les disparités des médias entre les pays concernent leur pluralisme ou leur degré d'utilisation. Le Zimbabwe a une proportion d'utilisateurs relativement élevé pour la radio et la télévision, alors que le pluralisme des médias y est très restreint ; le Burkina Faso, au contraire, offre un assez large pluralisme, mais à un nombre limité de possesseurs de postes.

Malgré la relativité de toute classification et ses modifications rapides dans le temps, on peut distinguer, en ce début du XXI^e siècle, quatre types de pays selon leurs médias.

1. Les pays dominants

Au premier rang, très largement dominant, l'Afrique du Sud avec une pluralité des médias sur tout son territoire, radio et télévision débordant sur le reste de l'Afrique, notamment avec *Channel Africa* pour la radio et *M-Net* pour la télévision payante ; *Multichoice* qui diffuse *M-Net* et tout un bouquet de stations par satellite, a des accords et participations dans 37 pays d'Afrique. La pluralité de la presse est à la fois géographique et thématique avec quelque 300 magazines et 500 périodiques professionnels ou techniques. Si on constate un tassement de la diffusion en général, la progression d'un journal de qualité comme *Mail & Guardian*, qui a 230 000 lecteurs en 2001 (29 % de plus qu'en 1999) dont 60 % Africains, 31 % Blancs, 9 % Métis ou Indiens, correspond au développement d'un public de cadres et de gradués des Universités. La présence de nombreux journaux sud-africains sur Internet renforce l'influence de la presse sud-africaine à l'extérieur.

Le Kenya à l'est, le Sénégal à l'ouest, à un moindre degré, bénéficient aussi d'un pluralisme (plus restreint) des médias qui s'étend au moins dans les principales villes nationales. Dans ces deux pays toutefois, le milieu rural, surtout au Kenya, reçoit principalement des médias publics, radio notamment et des journaux en langues africaines, kikuyu surtout, sont aussi publiés par des Églises et très surveillés. Dans ces deux États, le monde rural appuie au moment des élections le pouvoir en place, plus contesté dans les capitales.

Deux autres pays ont des potentialités pour être aussi dominants, mais ne bénéficient pas d'une conjoncture politique favorable ; le Nigeria n'a pas l'influence que son poids démographique et économique devrait lui donner, malgré la libéralisation qu'il connaît depuis la mort d'Abacha ; les tensions religieuses et ethniques opposent de plus en plus le Nord musulman au Sud.

La libéralisation des médias en Côte d'Ivoire — le

pays d'Afrique subsaharienne où la télévision est la plus répandue — n'a pas empêché le pays de connaître, depuis la mort d'Houphouët-Boigny, des crises politiques qui ont réduit son influence auprès de ses voisins.

2. Pays en crise

À l'opposé, des pays en crise aiguë ou chronique, voient les médias plus utilisés comme enjeu sans qu'ils jouent un rôle important face à l'action des armes. C'est le cas de l'Angola et du Congo-Kinshasa, deux pays où les médias étaient relativement développés, plus encore au Liberia et en Sierra Leone. C'est aussi le cas du Tchad et de la République Centrafricaine où, au contraire, les médias n'ont toujours eu qu'une influence très limitée en dehors de la capitale.

3. Médias sous contrôle

Des pays connaissent une influence des médias qui restent très contrôlée par le pouvoir politique, surtout la radio. Si la presse connaît un certain pluralisme et peut être indépendante ou opposante, son public est bien plus restreint. Le rôle du pouvoir sur les médias est très contraignant en Guinée, au Malawi, au Rwanda, au Swaziland, au Zimbabwe.

4. Pays émergents

Il reste des pays dans lesquels le pluralisme des médias, même incomplet, contribue au changement de la société. Au Cameroun et au Gabon, la télévision est importante surtout dans les villes. En Ouganda, en Tanzanie, au Ghana, les médias sont dynamiques, avec une radio dominante, presque exclusivement en Ouganda, une presse écrite au contraire développée en Tanzanie qui a poussé très tôt à l'alphabétisation en swahili, tandis qu'au Kenya, les quotidiens en swahili y ont des tirages plus élevés que ceux en langue anglaise (*Nipasha* de 35 000 à 40 000 exemplaires, *Majira* près de 30 000). Au Mali, les radios locales sont très développées ; elles le sont aussi à Madagascar où la presse est bien plus présente.

C. L'instabilité des paysages médiatiques

La presse écrite a déjà connu, la première, une libéralisation et une multiplication des titres, surtout dans les pays francophones qui avaient vu l'éclosion rapide de nombreux journaux, mais aussi leur disparition fréquente. Seuls ont survé-

cu ceux qui pouvaient s'appuyer sur des groupes multimédias, plus fréquents en Afrique anglophone, où les médias attirent davantage des investisseurs et des milieux d'affaires, tandis que la presse des pays francophones est trop souvent réduite à des intérêts politiques.

Pour éviter de connaître le même débordement pour la radio, les États ont davantage réglementé sa libéralisation avant de la rendre effective. Dans les pays où les radios locales se sont le plus multipliées comme au Mali, à Madagascar ou en Afrique du Sud, elles se maintiennent surtout avec l'appui d'associations, d'ONG, souvent étrangères, ou d'Églises. Quant aux radios commerciales — et la situation des télévisions privées (peu nombreuses) est assez proche — leur nombre est limité par le volume du marché publicitaire ou elles se rattachent à des groupes multimédias.

Face à la prépondérance persistante dans les médias de nombreux pays des langues internationales, anciennes langues de la colonisation, l'aspiration des populations à utiliser des médias s'exprimant dans leur langue n'est guère satisfaite qu'à la radio et, pour la presse écrite, dans l'Afrique de l'Est. Les disparités géographiques se retrouvent et se retrouveront de plus en plus au niveau linguistique ; si l'expression des médias en langue africaine progresse, certaines langues s'imposent plus que d'autres ; déjà le swahili à l'Est, le haoussa et le dioula à l'Ouest, voient augmenter le nombre de leurs locuteurs. Dans les villes de l'Afrique francophone, l'anglais progresse bien plus vite que ne le fait le français dans les villes anglophones.

La solidarité francophone qui amène à une plus grande influence de la France sur les médias de l'Afrique francophone, n'empêche pas la mondialisation — qui joue aussi sur les médias et sur les télécommunications, trouvant par eux, son principal vecteur — de diffuser les modèles anglo-saxons.

Les disparités géographiques dans l'accès aux médias et leur usage ont pour résultat de mettre ceux qui les utilisent le plus dans une dépendance accrue de l'étranger (surtout les publics de la télévision) : développement et dépendance allant de pair, ce qu'illustre encore plus l'implantation d'Internet.

III - INTERNET ET LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Internet qui se présente comme le réseau des réseaux, apparemment, est libéré des contraintes géographiques. Un discours très répandu le représente comme un moyen pour l'Afrique de leur échapper, en désenclavant des territoires isolés. Mais sa dépendance du réseau téléphonique et les résultats encore très médiocres de sa réception sur le téléphone cellulaire, rattachent encore la connexion à Internet à l'équipement en téléphone, très en retard en Afrique, et à la politique de communication des États.

D'autre part, le courrier électronique par e-mail représente la principale utilisation d'Internet qui est, actuellement, davantage un moyen de communication que d'information en Afrique.² À ces deux limitations s'ajoutent le prix élevé de l'accès individuel à Internet et la nécessité d'une connaissance de l'anglais pour en tirer le plus de données ou au moins d'une langue internationale (français, anglais, portugais) même s'il commence à y avoir quelques sites en langues africaines (swahili surtout).

Comme toutes les nouvelles techniques à leur début, Internet suscite de nouvelles inégalités et aussi pour l'Afrique, de nouvelles dépendances. Mais à la différence des autres médias, Internet est moins dépendant des États, surtout lorsqu'il y a privatisation des télécommunications, encore que les États³ aient toujours des moyens d'intervenir : l'interdiction par la Côte d'Ivoire ou le Kenya par exemple, d'utiliser Internet pour téléphoner, le montre.

A. Internet et la fracture géographique

La fracture géographique concerne aussi Internet en Afrique. D'abord, malgré quelques connexions établies en milieu rural, notamment dans des radios rurales grâce à un assistance étrangère, Internet n'est guère utilisé que dans les grandes villes et accentue les écarts entre les capitales et le reste du pays. Les différents exemples cités d'accès à Internet de milieux ruraux sont des cas d'espèce montrant des potentialités, mais concernant un pourcentage si bas qu'il est insignifiant au niveau de l'ensemble du monde rural. Le téléphone est rarement installé en milieu rural et la connexion à Internet à partir du téléphone mobile cellulaire est encore plus expérimentale qu'opé-

² Nous avons utilisé les résultats et les conclusions des recherches auxquelles nous avons participé au Centre d'Étude des Médias (Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine), sous la direction d'Annie Lenoble-Bart et de Noble Akam sur Internet en Afrique.

³ Par exemple le 19 mars 1998 le premier centre de télécommunication rurale dans le village de Gaseleka dans le Nord a été inauguré avec cinq ordinateurs, par le ministre de la Communication d'Afrique du Sud.

rationnelle. Outre le coût élevé de l'accès à Internet, il y a une barrière culturelle en raison de l'absence d'instruction. Les cas isolés de villages où existe un accès à Internet correspondent à des lieux où beaucoup de familles ont des membres travailleurs en Europe, mieux reliés à l'étranger parfois qu'aux villages voisins.

Les écarts entre les pays tiennent à la volonté de certains États, mais plus encore à l'initiative de fournisseurs d'accès, souvent inspirés de l'étranger, et à la capacité de certains pays en moyens de télécommunication, en médias, en potentialités d'usages d'Internet.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur la nette prépondérance de l'Afrique du Sud où Internet a été utilisé par des universités à partir de Rhodes University de Grahamstown dès 1985-1987. En 1998, il y avait 129 000 sites web en Afrique du Sud contre 6 510 dans 32 autres pays de l'Afrique subsaharienne (ce qui était toutefois un progrès rapide par rapport aux 290 qui existaient dans 5 pays seulement en 1995). En 2001, sur les quelque 1 300 000 abonnés d'Internet en Afrique, 750 000 étaient en Afrique du Sud, 250 000 en Afrique du Nord ; le Botswana, le Kenya, l'Île Maurice, la Tanzanie et le Zimbabwe avaient plus de 20 000 abonnés ; venait ensuite la Côte d'Ivoire, le Ghana, Madagascar, le Mozambique, l'Ouganda, le Sénégal et la Zambie. Pour chaque abonné on compte plusieurs utilisateurs.

Au milieu de 2001, une estimation des utilisateurs toutes catégories (y compris cybercafés seulement pour l'e-mail) donnait 5 millions dont près de la moitié en Afrique du Sud. Dans ce dernier pays, une autre estimation donnait 5 % de la population ayant déjà utilisé Internet, soit 1 personne sur 20 ; la moyenne étant estimée à 1 pour 130 en Afrique (0, 4 %) elle est de l'ordre de 1 pour 35 au Ghana, 1 pour 90 au Kenya, 1 pour 100 au Sénégal, alors que dans beaucoup de pays elle est inférieure à 1 pour 500 ⁴.

L'Afrique du Sud illustre aussi les différences dans l'implantation d'Internet à l'intérieur d'un État ; elles sont liées à la différence d'équipements en téléphones (87 % chez les Blancs, 19 % chez les Noirs en 1999) et en électricité (84 % des foyers dans Le Cap Ouest, 74 % dans le Gauteng, 55 % dans la province du Nord, 53 % dans Le Cap Est en 1999).

Le rôle des États sans être aussi déterminant que pour les médias, est loin d'être négligeable, d'abord parce qu'ils contrôlent les télécommunications, même quand elles sont privatisées ; il est possible d'installer des mouchards sur les princi-

paux nœuds d'Internet et de contrôler, voire de retarder les messages des e-mail. Des gouvernements ont joué un rôle négatif comme les militaires au pouvoir au Nigeria, qui avaient banni Internet en 1996. D'autres pays pratiquent une politique volontariste qui n'entraîne pas nécessairement une plus forte implantation malgré des déclarations spectaculaires comme au Burkina ou au Mali. Le Sénégal qui est en avance dans les initiatives prises, n'a qu'une faible implantation dans la population en dehors des cybercafés.

B. Un démarrage inégal

Un des aspects les plus caractéristiques d'Internet cependant, c'est l'importance du secteur non gouvernemental. Comme partout dans le monde, les milieux universitaires et de recherche furent les premiers intéressés et les premiers bénéficiaires. Les milieux économiques y sont venus ensuite avec la présence d'opérateurs privés, la privatisation des télécommunications apparut comme une condition du développement d'Internet. L'initiative individuelle privée développe des activités commerciales par Internet sans qu'il s'agisse des pays africains les plus développés, ainsi dès 1998 chez des artisans de l'Ouganda, du Sénégal.

Le pragmatisme britannique suivi par des pays africains anglophones comme le Kenya ou le Ghana semble plus efficace que le volontarisme inspiré par la France. Il est difficile d'établir un ordre d'importance selon les pays. À partir de 1998, parfois plus tôt pour quelques pays (toujours l'Afrique du Sud), Internet a percé au niveau des milieux économiques et des médias. Il est certes difficile de démêler ce qui est engouement et promotion publicitaire des utilisations effectives. Après l'éclosion d'un grand nombre de fournisseurs d'accès, la vogue et la multiplication des cybercafés faisant baisser les prix de consultation, il commence à se produire, dans les pays où l'utilisation d'Internet est la plus développée, une rationalisation de ce marché et la priorité de certains opérateurs commence à s'affirmer ; c'est le cas d'*Africa Online* devenu le premier *provider* en Afrique. Cette société fondée par trois jeunes Kenyans, anciens étudiants du MIT et de l'Université de Harvard aux USA, financée à ses débuts par la société américaine Prodigy, qui se retira en 1998, est actuellement contrôlée par *African Lakes Corporation*, basée à Londres. Implantée à Nairobi, elle se développe d'abord dans 8 pays, surtout anglophones, Ghana, Ouganda, Tanzanie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe et aussi Côte d'Ivoire puis Namibie. À la fin de

⁴ Mike Jensen, may 2001, The African Internet. A status report (<http://www3.sn.apc.org/africa/afstat.htm>)

2000, elle était présente dans 14 pays d'Afrique et avait racheté son principal rival, *Net 2000*. *Africa Online* s'associa à un fournisseur d'accès sud-africain en décembre 2000 pour UUNET et racheta en février 2001 une société d'Internet en Egypte ; elle est aussi en contact avec la banque Barclays. Elle offre ses services à de nombreux journaux.

C. Internet et les médias

Internet, par définition un multimédia véhiculant texte, son et image fixe ou animée, a une double relation avec les médias. La presse, la radio, parlent beaucoup d'Internet c'est par elle que les publics sont sensibilisés à Internet à qui elles prêtent des potentialités qui en font une nouvelle utopie. Les médias ne font que reprendre voire amplifier le discours des politiques et des industriels de l'informatique : un discours d'autant plus optimiste que l'implantation d'Internet est encore faible ; un des plus beaux exemples est fourni par le discours du vice-président américain Al Gore. En mars 1994 à Buenos-Aires, déclarant : "Le *Global Information Infrastructure* va offrir une communication instantanée à la grande famille humaine... J'y vois un nouvel âge athénien de la démocratie qui se forgera dans les forums que Gil créera "

Mais les médias ont été aussi parmi les premiers intéressés à l'utiliser ; l'offre d'Internet coïncidant avec une libéralisation qui affectait d'abord la presse écrite mais qui suscitait une plus grande exigence d'investigation. La connexion à Internet leur permet d'accéder à une information et à une documentation internationales impossible à trouver sur place. En ayant un site web, les journaux peuvent s'adresser à des lecteurs éloignés notamment à des nationaux vivant en Europe ou en Amérique du Nord. Troisième intérêt enfin, le courrier électronique permet de recevoir des lettres de lecteurs, de connaître les réactions d'un public souvent éloigné et aussi de bénéficier d'informations transmises par exemple par des lecteurs de la diaspora africaine ou par des organismes de coopération. Internet, par son interactivité, permet à l'utilisateur des médias de jouer un rôle plus actif.

La presse écrite est le média principal bénéficiaire de l'accès à Internet, même si l'édition électronique d'un journal s'adresse, actuellement, plus à des lecteurs hors du pays qu'à des lecteurs à l'intérieur. Depuis 1997, un nombre croissant de journaux ont diffusé, tout ou partie de leur contenu.

En décembre 2000, des journaux de 33 pays africains étaient diffusés sur le Net. Toutefois beaucoup de journaux, faute de moyens ou de compétence, ne présentent que quelques articles ou ne mettent à jour que très irrégulièrement leur édition électronique ou l'abandonnent. Les disparités entre les pays sont très grandes. Les journaux d'Afrique du Sud sont les plus nombreux à diffuser sur Internet avec des sites bien construits, donnant l'essentiel du numéro de chaque jour et aussi archivent, parfois sur plusieurs années comme *Daily Mail & Guardian* ; l'exemple de ce journal montre aussi que les meilleurs sites ne sont pas nécessairement ceux des journaux aux plus gros tirages mais ceux des journaux ayant une audience internationale, ce qui est aussi le cas d'*East African* à Nairobi. Le Kenya, le Ghana, le Sénégal, ont la principale presse électronique, suivie par la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la Tanzanie ; ce dernier pays présente la particularité d'avoir sur Internet des journaux en swahili. Les journaux appartenant à des groupes multimédias sont les mieux placés comme le *Daily Nation* et l'hebdomadaire *East African* à Nairobi ainsi que le *Monitor* de Kampala intégré au site de *Nation*, ou *Sud*, quotidien à Dakar. C'est le cas aussi du groupe IPP en Tanzanie, du *Daily Graphic* au Ghana. Des journaux gouvernementaux comme *Fraternité-Matin* à Abidjan, le *Soleil* à Dakar, *New Vision* en Ouganda ont aussi une édition électronique régulière ainsi que des journaux indépendants comme *Le Messenger* au Cameroun ou *L'Observateur Paalga* au Burkina ou *Ilanga*, le journal en zoulou de l'Afrique du Sud.

Des sites web diffusent des articles de journaux africains, soit par thèmes, soit par pays. Dans le premier cas, le site *AllAfrica.com* d'Afrique News Service, une agence américaine dont le siège est à Washington diffuse des articles de quelque 135 médias africains ; les trois quarts de ses visiteurs viennent d'Amérique, puis d'Asie et ensuite d'Europe ; on peut citer aussi *Afrik.com*, de France. La PANA diffuse aussi des sélections d'articles⁵. Parmi les sites par pays, il y a *Revue de Presse* en Côte d'Ivoire, *Ghana Review*, *Media Mali*, *Nigeria Media Monitor* (pour lequel il faut souscrire avant la consultation).

Il existe enfin une cyberpresse, diffusée seulement sur le Net comme *Cyberivoire* ou *Orit@* au Bénin⁶.

Dans l'état actuel de la technique, la transmission des images télévisées par Internet nécessite de hauts débits, est coûteuse et peu opérationnelle en Afrique ; les webs des stations de télévision

⁵ *Le Monde* 9 mai 2001

⁶ <http://www.africanti.org/resultats/breves/orit@.htm>

fournissent surtout des informations sur les programmes, mais s'adressent encore trop peu à des téléspectateurs africains pour avoir un grand intérêt. Le site de la télévision publique d'Afrique du Sud, SABC, est l'un des plus intéressants. L'accès à Internet sur le téléviseur, encore expérimental, modifiera les relations des chaînes de télévision avec Internet.

En ce qui concerne la radio, la diffusion sonore n'est pas pour l'instant la plus grande contribution d'Internet en raison du faible nombre d'auditeurs africains pouvant y accéder et des difficultés d'écoute à partir d'autres continents pour beaucoup de radios annonçant une diffusion sonore sur Internet. Là encore la priorité de l'Afrique du Sud est évidente : dans une recension d'avril 2001, 22 radios avaient un site web et 12 diffusaient *online* ; venaient, loin derrière, le Kenya, la Tanzanie, le Sénégal. Ce n'est nullement fonction du nombre de radios dans le pays mais de la puissance des stations. Quelques sites correspondaient à des radios ne diffusant que sur Internet, comme *Africa Radio Mozambique*. Plusieurs radios diffusent sur le web en langues africaines, par exemple *Golfe FM* de Cotonou en fon et en yoruba.

Plus importants sont les web qui permettent à des radios de donner leurs programmes, des renseignements sur les animateurs ou des informations, et aussi le courrier électronique qui met en relation avec des auditeurs mais, plus encore, qui permet de recevoir des émissions d'autres radios (notamment de radios internationales) ou de banques de programmes comme celle de l'Institut Panos. Nombreuses sont les organisations internationales ou étrangères qui envoient documentation écrite ou émissions aux radios disposant d'une adresse électronique.

Cette relation des médias avec Internet est très inégale selon les pays ; joue-t-elle un rôle dans la promotion des libertés et des droits de l'homme (expression moins ambiguë que démocratisation) ? Certes Internet est un moyen de faire connaître à l'opinion internationale ce que certains pays voudraient cacher, mais l'implantation d'Internet n'est pas liée au niveau de libéralisation. Elle est plus développée au Zimbabwe et très peu au Mali. En se développant, les utilisations à des fins économiques ou dans un intérêt individuel auront tendance à l'emporter de plus en plus sur les usages culturels ou humanitaires.

CONCLUSION

L'observation des médias africains est devenu le meilleur indicateur de l'évolution des sociétés africaines. Mais si les moyens modernes d'information exercent une influence sur la vie quoti-

dienne aussi bien que sur la vie politique, il est difficile d'en saisir le sens tant elle est diverse et contradictoire. Les médias et les Africains évoluent vers une plus grande diversité, une plus grande différenciation sociale, économique, culturelle et politique qui s'inscrit dans une géographie de plus en plus contrastée.

Les situations politiques évoluent rapidement ; même lorsque les dirigeants se maintiennent longtemps au pouvoir comme ce fut le cas de Rawlings au Ghana, comme c'est encore le cas au Burkina Faso, au Cameroun, au Gabon, au Kenya, au Togo, des changements se produisent, souvent sous la pression extérieure. Inversement, les alternances qui se déroulent pacifiquement par des élections, n'entraînent pas ou que très incomplètement les changements annoncés.

Les situations économiques évoluent plus lentement et surtout échappent aux pays qui les connaissent, dépendant davantage de la conjonction mondiale et ne se limitant pas à un État.

Les institutions panafricaines ont jusqu'à présent un faible rôle dans le domaine des médias. La PANA est devenue plus active depuis qu'elle s'est privatisée. L'URTNA joue un moindre rôle que les organismes internationaux ou la coopération bilatérale pour la radio et la télévision. Les organisations régionales sont plus actives ; en Afrique australe, les médias de l'Afrique du Sud exercent une influence, surtout ceux de la SADC. C'est peut-être en Afrique de l'Est qu'une intégration des médias est la plus avancée entre Kenya, Ouganda et Tanzanie.

L'Afrique de l'Ouest a vu des liens s'établir entre anglophones et francophones, notamment sous l'influence de l'Institut Panos. Mais les États francophones pèsent moins que l'Afrique anglophone. L'appui que leur donne la francophonie (principalement la France et le Canada) lie développement et dépendance. Que des pays en grande partie francophone comme le Cameroun ou lusophone comme le Mozambique, aient voulu adhérer au Commonwealth, confirment la priorité de l'Afrique anglophone.

Des passerelles sont en train de s'établir comme les rencontres de Windhoek sur la presse écrite en 1991, de Bamako sur la radio en 1993 et sur Internet en 2000.

Mais des pays restent en dehors de cette ouverture des médias même si quelques privilégiés en bénéficient. C'est le cas des pays en guerre civile, ouverte ou larvée comme la Centrafrique, le Tchad, le Soudan et la Corne de l'Afrique, le Libéria et la Sierra Leone, qui avaient été parmi les premiers à connaître presse et radio. C'est le cas de pays où l'autorité politique reste très forte sur les médias, Malawi, Guinée, Burundi, Rwanda, Zimbabwe.

Dans plusieurs de ces pays (et aussi dans le reste de l'Afrique), les populations sont confrontées à des problèmes de santé (avec les ravages du sida, mais aussi d'autres maladies endémiques comme la malaria) ou d'alimentation ou de déplacements de populations (liés à des troubles) qui accaparent leur attention. Même dans les pays les mieux pourvus l'accès aux médias et leur usage sont très inégaux, pas seulement entre citadins et ruraux ; la fracture géographique existe aussi au sein des agglomérations trop vastes comme Johannesburg, Lagos, Kinshasa ou Dakar.

L'Afrique change et elle le doit en partie aux médias ; même si elle est lente, l'alphabétisation a beaucoup accru le lectorat de la presse. Depuis que les populations ont connu une plus grande liberté (relative) de la presse et de la radio, il est difficile pour les gouvernants de les en priver. Mais il ne faut pas non plus, trop attendre des médias pour la démocratisation de la société ; la liberté et le pluralisme sont indispensables au progrès démocratique, ils ne sont pas suffisants. Porteurs d'espérance, les médias ont aussi leurs effets pervers deux faces contradictoires et néanmoins solidaires d'une même réalité.

L'aggravation des inégalités par les médias résulte de conditions à la fois géographiques, économiques, démographiques, culturelles, ainsi que des orientations politiques. Avec la mondialisation qui atteint inégalement les Africains, plus souvent indirectement que directement, la fracture géographique qui en résulte ne peut être maîtrisée par les Africains. Mais les catégories actives, cadres, employés, milieux d'affaires, notables ruraux et souvent chefs traditionnels, enseignants et milieux religieux, sont les principaux consommateurs des médias qui s'adressent surtout à eux. Ce sont aussi les plus sensibles aux influences extérieures. Car les médias sont les principaux vecteurs de la pénétration des influences étrangères. Les médias illustrent la relation étroite entre Développement, Dépendance et Inégalité, les trois situations sont étroitement solidaires.

Médias internationaux reçus surtout dans les grandes villes, médias de proximité comme les radios associatives et rurales plus influentes chez les ruraux dévalorisent les médias nationaux gouvernementaux qui cherchent à maintenir un consensus en faveur des pouvoirs en place ; la libéralisation des médias a pour contrepartie l'aggravation possible des antagonismes qui prennent souvent un caractère ethnique. Mais elle a aussi entraîné une aspiration à un mieux être et à une plus grande liberté d'expression.

Les évolutions sont rapides, imprévisibles et presque jamais irréversibles dans le domaine

politique du moins. Les médias occidentaux soulignent surtout les évolutions catastrophiques, mais ils peuvent aussi être positifs comme l'ont montré l'Afrique du Sud et le Nigeria. La géographie des médias se présente comme une superposition de réseaux avec des espaces discontinus. Mais l'influence des médias, objet d'étude aussi des sciences de l'information et de la communication, de la sociologie et des sciences politiques, n'est pas proportionnelle à leur pluralité, ni même à leur densité. C'est ce qui donne à la radio, souvent le seul média auquel les populations ont régulièrement accès, une si grande importance en Afrique. L'inégale densité des médias, tant au niveau de l'offre (et donc des flux de ce qui est véhiculé) que de la pratique, aboutit à des comportements souvent opposés ; tandis que le pluralisme des médias reflète et aussi entretient la diversité, voire les antagonismes au sein des populations des grandes villes, l'accès limité qui est souvent le cas en milieu rural, a des effets plus homogènes. L'étude de la réception des médias (qui est liée à l'étude de leur contenu) amène à dégager des disparités sociales, culturelles, démographiques qui s'inscrivent toujours dans des territoires.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

La documentation sur la situation présente des médias et sur leur évolution se trouve surtout dans les dépêches Reuters, le *Bulletin Afrique* de l'AFP et des sites Internet ; les principaux sont ceux d'AllAfrica, de l'Institut Panos (Panos.sn surtout), de l'Université de Stanford, d'Afrik.com et les sites d'Afrique du Sud, notamment de la SABC et du *Mail & Guardian*.

BAILLY, S. ; BEAUFORT, D. (2000).- *MediaRésistance*. Paris, Karthala.

CHÉNEAU-LOQUAY, A. (Dir.) (2000).- *Enjeux des techniques de communication en Afrique*. Paris, Karthala.

FARDON, R. ; FURNISS, G. (Ed.) (2000).- *African Broadcast Cultures: radio in transition*, Oxford, James Currey.

TUDESQ, A.J. (1995).- *Feuilles d'Afrique*. Talence, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

TUDESQ, A.J. (1998).- *L'Espoir et l'Illusion : actions positives et effets pervers des médias en Afrique subsaharienne*. Talence, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

TUDESQ, A.J. (1999).- *Les médias en Afrique*. Paris, Ellipses.

TUDESQ, A.J. (2002).- *L'Afrique parle, l'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsaharienne*. Paris, Karthala.

André-Jean TUDESQ, agrégé d'histoire, est l'auteur d'une thèse d'État sur les *Grands notables en France (1840-1849)*. Professeur émérite en Histoire contemporaine et en Sciences de l'information de l'université de Bordeaux 3, il s'est spécialisé depuis une vingtaine d'années dans l'étude des médias en Afrique subsaharienne. Il a publié, entre autres, *La radio en Afrique Noire* (Pédone) en 1984 ; la situation ayant complètement changé, il vient de publier un second ouvrage sur ce sujet : *L'Afrique parle, l'Afrique écoute*, étude de la radio en Afrique subsaharienne (cf. compte rendu). De nombreux articles et plusieurs autres livres portent sur les médias en Afrique, notamment *L'Afrique noire et ses télévisions*, préface de Hervé Bourges, Anthropos Economica, 1992 ; *Feuilles d'Afrique*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1994 ; *L'Espoir et l'illusion, Actions positives et effets pervers des médias en Afrique subsaharienne*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1998 ; *Les médias en Afrique*, Ellipses, 1999.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

MÉDIAS ET DISPARITÉS GÉOGRAPHIQUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

par André-Jean TUDESQ

La mondialisation, par sa confrontation instantanée de réalités éloignées, rend plus sensibles les inégalités entre les États et au sein des États.

L'état des médias soumis à des évolutions rapides actuellement, traduit une fracture géographique en Afrique subsaharienne, avec une inégale libéralisation. Le pluralisme des titres de la presse écrite dans la plupart des capitales et le plus fort tirage dans les grandes villes de l'Afrique anglophone, s'opposent à une très faible présence de la presse en milieu rural. La télévision reste surtout un média citadin. La radio, le média le plus répandu, a connu presque partout la fin du monopole de l'État et la naissance de radios privées, commerciales ou communautaires.

L'aggravation des différences dans la pratique des médias se manifeste entre citadins et ruraux. Le rôle de médias est très inégal, l'Afrique du Sud bénéficie du pluralisme et de la libéralisation les plus larges alors que les médias restent très contrôlés dans plusieurs pays.

La fracture numérique avec Internet, est d'abord une fracture géographique. La prépondérance de l'Afrique du Sud, le démarrage plus rapide dans quelques États (Kenya, Sénégal ...) qui furent parmi les premiers utilisateurs de médias, ne doivent pas cacher la faible implantation dans le plus grand nombre d'États. La faiblesse des institutions panafricaines dans le domaine des médias accentue l'influence des médias internationaux sur les catégories dirigeantes et sur les plus jeunes.

Mots-clés : Afrique subsaharienne, médias, presse, radio, télévision, répartition géographique.

MEDIAS AND GEOGRAPHICAL DISPARITIES IN THE SUB-SAHARAN AFRICA.

by André-Jean TUDESQ

Globalization, bringing instant comparisons of distant realities, makes more visible the inequalities between States and within states.

Media structure, presently under rapid change, demonstrate a geographical fracture and unequal liberalisation. Pluralism of publications in the written press in most of the capitals and large print circulation in the big cities of English-speaking African countries are in opposition with the extremely small presence of the press in rural areas. Television is mainly confined to the cities. Radio broadcasting, the most commonly used media, has witnessed nearly everywhere the breakdown of the States' monopolies and the advent of private radios, commercial and communitarian. Differences in the use of media between city-dwellers and rural is deepening and media influences in varied States and very unequal. South Africa benefits from the broadest pluralism and liberalization while media remain under severe controls in several other countries.

The digital fracture with Internet is primarily a geographical fracture. South Africa's superiority, rapid start-up in some States (Kenya, Senegal...) where media are the first users of Internet, should not hide the minuscule penetration of Internet in most countries. The weakness of pan-African institutions in the field of media has a consequence increasing influences of international media and foreign interferences.

Keywords : Subsaharian Africa, media.